

## SÉCURITÉ, CHÔMAGE, ÉCONOMIE ET UNIVERSITÉ

## Le nouvel état d'urgence

**Le Conseil des ministres a adopté, hier, l'ensemble des textes inhérents à la levée de l'état d'urgence. Il s'agit d'abord «d'un projet d'ordonnance abrogeant le décret législatif du 6 février 1993 portant instauration de l'état d'urgence». Une ordonnance qui entrera en vigueur «dès sa publication imminente au Journal officiel» précise la communiqué de la présidence.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** -Bouteflika a opté donc pour la voie d'ordonnance pour aller vite et éviter un long passage par le Parlement. De sorte à rendre effective la levée de l'état d'urgence aujourd'hui même mercredi ou demain jeudi.

En complément à cette ordonnance «mère», pour ainsi dire, le Conseil des ministres a adopté deux autres textes traitant de la lutte antiterroriste et des missions de l'armée. D'abord, un projet d'ordonnance «modifiant et complétant la loi relative à la participation de l'Armée nationale populaire à des missions de sauvegarde de l'ordre public hors des situations d'exception.

Ce complément, lit-on encore dans le communiqué, intègre au texte le recours aux unités et formations de l'ANP pour répondre à des impératifs

de lutte contre le terrorisme et la subversion». Puis, «un décret présidentiel relatif à la mise en œuvre de l'engagement de l'ANP dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Il confirme que la conduite et la coordination des opérations de lutte contre le terrorisme et la subversion sont prises en charge par l'état-major de l'ANP».

Anticipant sur d'inévitables interprétations de ces textes, la présidence précisera que «ces deux textes n'instaureront aucune situation nouvelle mais permettront par contre la poursuite de la participation de l'ANP à la lutte contre le terrorisme jusqu'à son terme».

Enfin, «un projet d'ordonnance complétant le code de procédure pénale». Il s'agit «d'une disposition (...) permettant de placer l'inculpé poursuivi pour terrorisme dans une résidence protégée fixée par le juge d'ins-



Photo : DR

truction». Le second grand chantier de ce Conseil des ministres de crise est l'emploi. Bouteflika a ainsi ordonné au Trésor public d'engager, sans délai, une gigantesque enveloppe pour l'ouverture «d'une ligne de crédit à long terme de 100 milliards de dinars renouvelables afin de permettre aux banques de financer les projets à maturité longue». A partir du mois de mars 2011, «il a été déci-

dé de lancer des sociétés publiques de leasing destinées à alléger le coût de la location-vente des équipements pour les nouvelles PME qui souhaitent recourir à ce dispositif».

Dans le domaine agricole, l'Etat prévoit de nombreuses mesures incitatives à la création de l'emploi. Des abattements divers sur les charges pour favoriser la création de nouvelles exploitations agricoles et de

nouvelles unités industrielles dans l'agroalimentaire. Mais aussi «des prêts bonifiés à hauteur de un million de dinars par hectare seront alloués pour la mise en valeur des terres et la création d'exploitations». Ainsi que «des crédits bonifiés et à terme seront mis à la disposition des unités industrielles agroalimentaires». Le logement a, par ailleurs, accaparé une bonne partie des travaux de

ce Conseil des ministres. Bouteflika a ainsi ordonné l'accélération de la réalisation des projets en cours, et, sachant l'aspect hautement sensible de ce volet, insiste sur l'urgence de «faciliter l'accès aux logements» aux jeunes.

Toujours dans la même posture défensive, Bouteflika fera un net recul au sujet de précédentes mesures prises au sujet de l'université. Tout simplement, il ordonne «l'abrogation des dispositions nouvelles mises en place en décembre 2010» et qui font l'objet d'une contestation estudiantine très vive depuis quelques semaines. Bouteflika a également «ordonné au gouvernement d'apporter tout son soutien au ministère de l'Enseignement supérieur pour l'élaboration rapide des textes relatifs aux correspondances entre l'ancien système d'enseignement universitaire et le nouveau système LMD».

Bouteflika lance, manifestement, plusieurs chantiers d'urgence pour s'épargner une colère sociale qui fait des ravages par les temps qui courent.

K. A.

## PROPOS DE RAFFARIN À SON RETOUR D'ALGER :

## «Je pense qu'il va y avoir des mouvements importants les jours qui viennent»

**De l'interview de Jean-Pierre Raffarin hier matin sur RTL, au lendemain de son retour d'Alger (lundi à minuit, précise-t-il), consacrée quasi exclusivement à sa rencontre avec Bouteflika, l'on retiendra deux points : d'abord que le président algérien lui aurait dit «qu'il allait y avoir des mouvements importants dans les jours qui viennent» et en deuxième lieu «qu'il avait de profondes réserves sur la manière dont les dirigeants libyens gèrent la révolte de son peuple».**

De notre bureau de Paris,  
Khadidja Baba-Ahmed

Il n'a, cela va de soi, pas tout dit à El Kabbach de l'entretien que lui a accordé le président algérien, mais ce qu'il en dit est déjà révélateur de plusieurs choses. Le président algérien serait à bout de force, c'est apparemment lui-même qui le dit au chargé de mission de Sarkozy.

Au journaliste qui lui demandait comment il a trouvé Bouteflika «qui se montre peu et encore moins aujourd'hui», Raffarin a eu cette réponse, enrobée il est vrai, mais qui interroge sur l'état de santé du président : «Je l'ai trouvé en forme. Il m'a dit qu'il avait, aujourd'hui, plus de convictions que de force.» Est-ce à dire qu'il compte jeter l'éponge ? Apparemment non, puisque Raffarin ajoute : «Je l'ai trouvé très informé et très mobilisé.»

Et lorsque la question du journaliste est plus directe : «Est-ce qu'il vous a parlé comme un diri-

geant qui veut rester ou qui va rester au pouvoir ?» le chargé de mission de Sarkozy, qui ne veut pas s'aventurer dans un pronostic, répond : «Il avait pris une certaine distance vis-à-vis de tout ça, mais il m'a annoncé qu'il faisait un Conseil des ministres aujourd'hui (mardi, ndlr) et qu'il annoncerait un certain nombre d'initiatives d'ampleur dont je ne connais pas le contenu.» Raffarin ne s'arrête, cependant, pas là, : «Je pense qu'il va y avoir des mouvements importants dans les jours qui viennent.» Là est peut-être le non-dit.

Sur la Libye et sa police sanguinaire, l'ancien Premier ministre français, même s'il rappelle que son entretien était à caractère économique, avoue cependant : «A cette occasion, le président m'a exprimé ses profondes réserves sur la manière dont la crise en Libye est gérée et sur cette violence inacceptable.» Proprement aberrante cette déclaration de Bouteflika, et ce, pour deux raisons : jusqu'à ces propos de

Bouteflika, l'Algérie n'a encore eu aucune déclaration officielle sur ce qui se passe dans ce pays voisin et le président algérien choisit un émissaire français pour le faire, en catimini. Ensuite, n'y a-t-il pas indécence à parler de «violence inacceptable» lorsque cette violence a été exercée, sans aller au bombardement mais violence tout de même, contre ses citoyens sortis manifester pacifiquement.

Sur tout le reste, Raffarin s'est positionné et a positionné son pays comme le sauveur d'une Algérie butant aux problèmes sociaux, au chômage, au manque d'industrie pétrochimique et pharmaceutique qui seront réglés par les projets ambitieux que lui, Raffarin, est chargé de faire aboutir : Renault, Total, Lafarge, Sanofi... «On a du gaz et du pétrole en Algérie, mais on n'a pas d'industrie pétrochimique, on n'a pas cet encadrement pour faire du développement.» Cette dernière remarque lui a été faite par le président Bouteflika lui-même.

Pour Raffarin, comme pour Nicolas Sarkozy qui l'a missionné : «100 000 voitures à fabriquer sur place pour les Algériens, c'est la manière que nous avons de répondre à l'aspiration sociale de la population : «Lui donner l'aisance, des emplois et permettre à l'économie algérienne de garder sa population et de garder ses



Photo : DR

jeunes.» Car, pour lui comme pour le président Sarkozy, explique-t-il doctement, «derrière l'aspiration à la démocratie, il y a aussi l'aspiration au social. Ceux qui se sont révoltés ne se sont pas contentés du changement du régime politique. Ils veulent des salaires, ils veulent des emplois».

Le rôle de la France au sud de la Méditerranée pour Sarkozy, dit-il encore, «c'est de créer des emplois, d'aider ces économies à avoir une politique sociale de manière à ce que, d'une part, la

démocratie avance et, d'autre part, que les populations puissent trouver de l'emploi sur place».

Clairement, on vient vous développer chez vous pour éviter l'invasion chez nous. C'est dit, mais ce que ne dit pas Raffarin, ce sont les raisons profondes de cette aide au développement social : le bénéfice que veut tirer la France de cette aide et les intérêts économiques colossaux de la France dans cette soi-disant «aide».

K. B.-A.